

Chapitre 11 - Quel financement pour l'entreprise ?

Synthèse

Notions :

- La distinction cycle d'exploitation, cycle d'investissement
- Le compte de résultat de l'entreprise
- Le bilan de l'entreprise
- Les différents modes de financement
- L'équilibre financier de l'entreprise

Table des matières

1.	Les documents de synthèses d'une entreprise	3
2.	L'identification des besoins de financement de l'entreprise	5
2.1.	L'analyse du bilan fonctionnel	5
2.2.	Le besoin de financement du cycle d'investissement	6
2.3.	Le besoin de financement du cycle d'exploitation	6
2.4.	L'analyse de l'équilibre financier	7
3.	Les modalités de financement possibles pour l'entreprise	8
3.1.	Les modes de financement à court terme (cycle d'exploitation)	8
3.2.	Les modes de financement à long terme (cycle d'investissement)	8

1. Les documents de synthèses d'une entreprise

➤ Le compte de résultat

Le compte de résultat retrace l'activité de l'entreprise au cours de l'exercice comptable. Il explique la création ou destruction de richesse de l'entreprise au cours de l'année.

Les charges et les produits sont classés par nature en tenant compte de trois niveaux successifs :

- Charges et produits d'exploitation.
- Charges et produits financiers.
- Charges et produits exceptionnels.

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
Charges d'exploitation		Produits d'exploitation	
Achats de marchandises	3 150,00	Ventes de marchandises	5 420,00
Achats de matières premières et consommables	28 400,00	Ventes de produits finis	91 650,00
Autres charges externes	14 210,00	<i>Total Chiffre d'Affaires (CA)</i>	<i>97 070,00</i>
Impôts, taxes et versements assimilés	7 150,00	Autres produits	—
Salaires et traitements	25 300,00		
Dotations aux amortissements	4 800,00		
Total charges d'exploitation	83 010,00	Total produits d'exploitation	97 070,00
Charges financières		Produits financiers	
Intérêts bancaires	580	Revenus de placements	350
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	4 100,00	Sur opérations de gestion	6 200,00
---	---	---	---
TOTAL DES CHARGES	87 690,00	TOTAL DES PRODUITS	103 620,00

Solde créditeur : Bénéfice	15 930,00	Solde débiteur : Perte	0
---	---	---	---
TOTAL GÉNÉRAL	103 620,00	TOTAL GÉNÉRAL	103 620,00

Le résultat d'une entreprise est déterminé en comparant les charges et les produits au cours d'un exercice. Il ne concerne que les comptes de la classe 6 et de la classe 7.

Résultat de l'exercice = $\sum$ Produits – $\sum$ Charges
 Si $\sum$ Produits > $\sum$ Charges, le résultat est un bénéfice
 Si $\sum$ Produits < $\sum$ Charges, le résultat est une perte

➤ Le bilan

Le bilan présente le patrimoine à la date de clôture de l'exercice comptable.

ACTIF	Montant	PASSIF	Montant
Actif immobilisé (Classe 2)		Capitaux propres (Classe 1)	
Immobilisations incorporelles	—	Capital	30 000,00
Immobilisations corporelles (Terrains, Constructions)	52 222,00	Réserves	49 000,00
Immobilisations corporelles (Matériels)	26 456,00	Résultat de l'exercice	8 050,00
Immobilisations financières	3 500,00		
Total actif immobilisé	82 178,00	Total capitaux propres	87 050,00
Actif circulant		Emprunts et dettes	
Stocks (Classe 3)	23 456,00	Emprunts bancaires (Classe 1)	40 000,00
Créances (Classe 4)	8 789,00	Dettes fournisseurs (Classe 4)	7 678,00
Disponibilités (Classe 5)	22 305,00	Autres dettes (Classe 4)	2 000,00
Total actif circulant	54 550,00	Total des dettes	49 678,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	136 728,00	TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	136 728,00

Précisions sur l'actif du bilan :

L'actif immobilisé regroupe les biens de l'entreprise destinés à servir durablement :

- Immobilisations incorporelles : fonds de commerce, brevets, marques, logiciels...
- Immobilisations corporelles : terrains, constructions, matériels...
- Immobilisations financières : prêts, titres...

L'actif circulant est constitué de biens faisant l'objet d'un renouvellement permanent dans le cadre du cycle d'exploitation :

- Stocks : matières premières non encore consommées, produits finis ou marchandises non encore vendus...
- Créances : créances clients par exemple, provenant des délais de paiement accordés par l'entreprise ;
- Disponibilités : comptes bancaires et caisse.

Précisions sur le passif du bilan :

Les capitaux propres représentent les ressources investies à long terme dans l'entreprise par ses propriétaires :

- Capital apporté par l'exploitant individuel, les associés ou les actionnaires ;
- Réserves (bénéfices antérieurs réinvestis dans l'entreprise) ;
- Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) : il correspond au résultat apparaissant dans le compte de résultat de l'exercice écoulé.

Les dettes sont constituées :

- Des emprunts contractés par l'entreprise ;
- Des dettes (dettes fournisseurs provenant des délais de paiement accordés à l'entreprise, dettes fiscales et sociales envers l'État et les organismes sociaux) ...

2. L'Identification des besoins de financement de l'entreprise

2.1. L'analyse du bilan fonctionnel

Analyser la structure financière d'une entreprise consiste à porter un jugement sur sa situation et ses possibilités de développement à travers l'étude de ses cycles d'exploitation, d'investissement et de financement. Le bilan fonctionnel est le support de cette analyse.

On part du bilan comptable pour aboutir au bilan fonctionnel. Le bilan fonctionnel est un bilan dans lequel les emplois en valeurs brutes et les ressources sont établis par fonction : investissement, financement et exploitation.

	ACTIF	PASSIF	
EMPLOIS STABLES	Immobilisations brutes	Ressources propres Dettes financières	RESSOURCES DURABLES
EMPLOIS CIRCULANTS	Emplois circulants d'exploitation et hors exploitation	Ressources circulantes d'exploitation et hors exploitation	RESSOURCES CIRCULANTES
	Trésorerie active	Trésorerie passive	

Le bilan fonctionnel repose sur la distinction entre les cycles de financement (cycle long), d'investissement (cycle long) et d'exploitation (cycle court).

- le **cycle investissement** correspond aux actifs immobilisés dont l'entreprise est propriétaire,
- Le **cycle financement** correspond à la fois des ressources propres et des dettes financières,
- Le **cycle d'exploitation** correspond à la fois à l'actif et le passif circulant. Le PCG distingue le cycle d'exploitation et hors exploitation.

2.2. Le besoin de financement du cycle d'investissement

Le cycle d'investissement concerne les opérations liées à l'acquisition, à la détention des immobilisations de l'entreprise. Son objectif est de soutenir l'activité sur le long terme. Dans le bilan fonctionnel, cela correspond à la partie « emplois stables ».

Il regroupe les immobilisations nécessaires au fonctionnement de l'entreprise :

- Immobilisations incorporelles : brevets, logiciels, fonds de commerce.
- Immobilisations corporelles : terrains, bâtiments, matériels, véhicules.
- Immobilisations financières : participations, prêts accordés, dépôts de garantie.

Ce cycle présente un besoin de financement de long terme du fait du décalage qui existe dans le temps entre le moment où des ressources financières sont engagées pour acquérir une immobilisation et celui où cette immobilisation permet de dégager des recettes grâce à son utilisation dans plusieurs cycles d'exploitation.

2.3. Le besoin de financement du cycle d'exploitation

Le **cycle d'exploitation** représente l'ensemble des opérations courantes réalisées par une entreprise dans le cadre de son activité quotidienne, depuis l'achat de matières premières jusqu'à l'encaissement des ventes. Il concerne principalement les flux à court terme et se distingue du cycle d'investissement qui se concentre sur le long terme.

Le cycle d'exploitation se mesure par le calcul du besoin en fonds de roulement (BFR).

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est issu des décalages provenant des opérations d'exploitation :

- décalages entre les achats de biens et les ventes de ces mêmes biens, qui donnent naissance aux stocks,
- décalages entre les ventes et les encaissements correspondants, reçus des clients qui engendrent des créances clients,
- décalages entre les achats et les décaissements effectués aux fournisseurs, qui font naître des dettes fournisseurs.

L'exploitation ne s'autofinance pas, il faut donc faire appel aux financements à long terme pour compléter le BFR. C'est pourquoi on parle de « besoin » en fonds de roulement. Dans la plupart des entreprises, le besoin est supérieur aux ressources.

Un BFR nul signifie que l'entreprise n'a donc pas de besoin à financer puisque le passif circulant hors trésorerie (autrement dit les dettes) suffit à financer l'actif circulant hors trésorerie (autrement dit les stocks et les créances).

Un BFR négatif signifie que l'entreprise n'a pas de besoin à financer puisque le passif circulant hors trésorerie excède les besoins de financement de son actif circulant hors trésorerie. On parle alors d'excédent (ou ressource) de fonds de roulement.

Dans tous les cas, les besoins éventuels de financement du cycle d'exploitation pour une entreprise dépendront :

- des crédits clients (qu'il faut essayer de baisser : "les clients payent plus vite"),
- des crédits fournisseurs (qu'il faut essayer d'augmenter : "payer les fournisseurs plus tard"),
- du délai de rotation des stocks (qu'il faut gérer correctement pour ne pas engendrer de surcoûts liés à ces stocks, tout en évitant les risques d'éventuelles ruptures).

2.4. L'analyse de l'équilibre financier

L'équilibre financier se calcule à partir du fonds de roulement net global (FRNG) et du besoin en fonds de roulement (BFR).

- **Règle n°1** : L'équilibre financier minimal est atteint lorsque les emplois stables (immobilisations) sont intégralement financés par des ressources stables (capitaux propres, dettes financières...).
- **Règle n°2** : Le FRNG (les ressources financières de l'entreprise qui restent après avoir financé les investissements) doit permettre de couvrir le financement du BFR. Si ce n'est pas le cas, la trésorerie de l'entreprise sera négative.

3. Les modalités de financement possibles pour l'entreprise

3.1. Les modes de financement à court terme (cycle d'exploitation)

Le financement du cycle d'exploitation à court terme consiste à trouver des disponibilités pour honorer les factures du quotidien.

Différentes méthodes existent :

- **Affacturage (ou factoring)** : C'est une technique financière par laquelle une entreprise cède ses créances commerciales (factures clients) à un organisme spécialisé appelé "factor" en échange d'un financement immédiat. Le factor se charge ensuite du recouvrement des créances auprès des clients de l'entreprise. L'affacturage permet ainsi d'améliorer la trésorerie et de se protéger contre les impayés.
- **Délai de crédit** : Il s'agit de la période accordée par un fournisseur à son client pour régler une facture. Par exemple, un délai de crédit de 30 jours signifie que le client dispose de 30 jours pour payer après la livraison du produit ou la prestation de service. Ce délai joue un rôle important dans la gestion de la trésorerie des entreprises.
- **Concours bancaire courant** : Ce terme désigne les facilités de trésorerie accordées par une banque à court terme. Il peut s'agir de découverts bancaires, de lignes de crédit ou d'avances sur factures. Ces concours permettent à l'entreprise de faire face à des besoins ponctuels de trésorerie.
- **Lettre de change** : Aussi appelée "traite", la lettre de change est un titre de paiement par lequel un créancier (le tireur) donne l'ordre à un débiteur (le tiré) de payer une somme déterminée à une date future à une troisième personne (le bénéficiaire) ou à lui-même. C'est un moyen de crédit et de paiement souvent utilisé dans les transactions commerciales.

3.2. Les modes de financement à long terme (cycle d'investissement)

Il existe différents modes de financements :

- **Le financement par fonds propres**
- **L'autofinancement**

L'autofinancement correspond au surplus monétaire dégagé par l'entreprise grâce à ses activités courantes après distributions des dividendes. L'autofinancement provient ainsi des richesses créées et conservées au fil des années dans ses réserves. Il constitue une source de financement exclusivement interne.

$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes, versés au cours de l'exercice}$
--

- L'augmentation de capital

L'augmentation de capital constitue une modification des fonds propres d'origine externe. Plusieurs modalités d'augmentation de capital existent :

L'incorporation de réserves dans le capital. Pas de modification des capitaux propres (transfert comptable entre les réserves et le capital).

Apports en nature (apports d'actifs immobilisés).

Conversion de dettes. Pas de modification des capitaux permanents.

Apports en numéraire.

Seule l'augmentation de capital par apports en numéraire amène réellement de nouvelles ressources financières. L'apport en numéraire peut se faire par les actionnaires actuels ou par de nouveaux actionnaires ou les deux.

- Les subventions

Le plan comptable général a distingué trois types de subventions :

Les subventions d'équilibre :

Subvention dont bénéficie l'entreprise pour **compenser en tout ou partie de la perte globale** qu'elle aurait constatée si ces subventions ne lui avaient pas été accordées.

Les subventions d'exploitation :

Subventions dont bénéficie l'entreprise pour lui permettre de **compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitations** (ex : chute des ventes) ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Ces subventions accordées aux entreprises, soit par l'État, soit par les collectivités publiques sont en principe rattachées aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

Les subventions d'investissement :

Les subventions d'investissement sont des aides dont peuvent bénéficier les entreprises en vue d'acquérir ou de créer des immobilisations.

- Le financement par quasi-fonds propres

- Les comptes courants d'associés

Le compte courant d'associé est un prêt consenti par un associé, un dirigeant à la société.

Les modalités du compte courant (rémunération, durée, remboursement, etc.) sont précisées par les statuts ou dans une convention de compte courant conclue entre la société et l'associé

Le compte courant d'associé s'analyse comme un prêt consenti à la société par un associé. Il peut donc être rémunéré, comme un emprunt bancaire, par le versement d'intérêts à cet associé.

- **Le financement par dettes**

- **Les emprunts indivis**

Définition : les emprunts indivis sont les emprunts faits auprès d'un seul prêteur.

Il n'y a qu'un seul prêteur, il est donc indivisible, d'où le qualificatif indivis (le nominal de la dette n'est pas divisé). L'emprunt indivis s'oppose donc à l'emprunt obligataire pour lequel l'emprunteur (une grande entreprise ou l'État) recourt à une multitude de créanciers (le nominal de la dette est divisé en titres).

Pour aller plus loin : financement participatif

Le financement participatif est une modalité de collecte de fonds réalisée par le biais d'un site internet, la plateforme. Ce mode de financement permet de réunir des sommes d'argent de façon collective afin de les utiliser dans des projets d'investissements clairement identifiés. Il repose sur un grand nombre de contributeurs afin de financer un projet.

Le financement participatif comporte 3 modalités : dons (crowdfunding), emprunts (crowdlending) et la prise de participation (crowdequity).

- **Le financement par crédit-bail**

Le contrat de crédit-bail est une opération de location portant sur un bien meuble ou immeuble assorti d'une option d'achat à un prix fixé à l'avance.

Les éléments principaux inclus dans un contrat de crédit-bail

Éléments	Commentaires
Bailleur	Société de crédit-bail
Preneur	Locataire
Redevance de loyer	Montant versé périodiquement, mensuellement, trimestriellement..., jusqu'à la fin du contrat (généralement payables d'avance)
Dépôt de garantie	Montant parfois exigé en début de contrat (et restitué à la fin).
Durée	Entre 3 et 7 ans.
Prix de l'option d'achat	Prix verser en fin de contrat pour devenir propriétaire du bien.

Prêt(e) à passer à la pratique ?

Découvrez nos fiches d'exercices d'entraînement (17 à 20) dont celui d'IndusTech et les corrigés pas-à-pas sur notre espace dédié : <https://www.comprendre-la-compta-gestion.com/shop-btscg>